

# **L'assemblée interpro s'adresse aux personnels de l'hôpital public**

Le 18 mai 2015

## **L'attaque contre nos RTT : de quoi faire déborder le vase trop plein de la colère des personnels de l'hôpital public**

Ce n'est pas un hôpital ni quelques hôpitaux mais tout l'hôpital public qui est à la limite de l'explosion de colère depuis les projets affichés de la direction de l'APHP concernant les RTT, projets qui visent tout simplement à les supprimer d'un trait de plume sous couvert de modification des horaires. C'est ce qui a motivé une participation importante de l'hôpital public à la journée d'action des syndicats le 9 avril même si le motif officiel de cette journée était autre.

C'est ce qui motive encore un grand mécontentement qui cherche les moyens de s'exprimer, certains pensant que c'était par les assemblées générales du 7 mai et par la grève du 21 mai à venir. Les syndicats, de manière unanime, appellent à des assemblées générales dans tous les hôpitaux au nom de l'intersyndicale. Cette unanimité, toute nouvelle, provient du fait que la colère ne peut pas être arrêtée cette fois.

Cependant, elle ne doit pas nous faire oublier les errements passés des bureaucraties syndicales. Ils ont participé à toutes les négociations alors qu'elles mentionnaient clairement ces reculs inadmissibles. Ainsi, lors de la journée d'action du 9 avril, bien suivie, les dirigeants syndicaux ne souhaitaient aucune convergence entre hôpitaux, pas même lors de la manifestation commune du 9 avril. Là où ont eu lieu des assemblées générales, très peu d'information a été donnée sur ce qui se passait dans les autres hôpitaux et, s'il doit y avoir convergence entre tous les établissements puisque l'attaque contre nous est générale, elle ne viendra que des agents eux-mêmes, et à condition qu'ils s'organisent pour cela. Des petits pas ont, ici ou là, été tentés en ce sens mais jamais jusqu'au bout. Des débuts de collectifs ou de comités ont parfois tentés de naître mais ce n'est qu'un début.

Oui, l'attaque contre nous est générale et massive. Malgré les propos rassurants de Martin

Hirsch, malgré sa prétention à tout négocier avec les syndicats, il dit clairement que, s'il n'a pas de signature suffisante, il passera en force. Le même affirme que la négociation est pour lui une philosophie mais rajoute qu'il n'a pas besoin de l'aval syndical pour imposer des modifications d'horaires des personnels, pas plus que les responsables d'hôpitaux n'ont besoin de l'aval syndical. Des syndicats écrivent d'ailleurs qu'avec lui, « il n'y a rien à négocier, tout est déjà ficelé » mais aucune fédération syndicale de santé n'affirme pourtant refuser de faire semblant de négocier dans de telles conditions de diktat !

Pourtant, la menace de la direction de l'APHP et du gouvernement est de grande ampleur et elle suit les préconisations catastrophiques de la Cour des Comptes, du MEDEF, de la Fédération Hospitalière de France et des directions d'hôpitaux, remettant en question les RTT, les horaires, les 35 heures et les équipes, c'est-à-dire tout ce qui rendait juste à la limite du supportable les conditions de travail des agents de l'hôpital public.

Malgré ses airs de concertation, Martin Hirsch a des propos très clairs et très scandaleux du type :

- « L'accord 35 heures à l'hôpital n'est plus adapté. »
- « Mon objectif est de faire en sorte que nous puissions tenir nos engagements financiers. »
- « Je souhaite entraîner l'AP-HP à la recherche du temps perdu.

Le « document d'orientation » écrit par la direction de l'APHP pour ouvrir les discussions est très clair :

*« Le directeur général a clairement souhaité s'engager dans la reconquête collective du temps... La révision des rythmes de travail, c'est*

## ***PERSONNE NE PEUT LUTTER, DECIDER ET S'ORGANISER A NOTRE PLACE.***

*donc la recherche d'une plus grande souplesse dans la gestion des équipes entre le matin et l'après-midi ainsi qu'une meilleure concordance des temps... La mise en œuvre des 35 heures s'est traduite par l'attribution ou la confirmation d'avantages extra-légaux (jours de RTT supplémentaires, etc.). L'un des objectifs de la révision des rythmes de travail sera de rechercher à faire coïncider la durée effective du travail avec la durée légale... Désormais, le directeur, à défaut d'un accord sur l'organisation du travail avec les organisations syndicales représentant le personnel de l'établissement, décide de l'organisation du travail et des temps de repos... Le cœur de la réforme, soumis à concertation et négociation, sera l'institution de nouveaux rythmes de travail permettant des gains de temps... L'APHP a souhaité fusionner les deux équipes de jour en une seule « grande équipe » de journée... Depuis plusieurs années, les nouveaux recrutements sont réalisés sur la « grande équipe »... »*

Le document d'orientation de la direction générale précise vouloir supprimer des RTT pour des agents ayant eu des absences, quel qu'en soit le motif et affirme récupérer ainsi 3400 jours. Il préconise de mieux encadrer le travail en douze heures afin de l'étendre... Le texte affirme que l'accord de 2002 des 35 heures n'est déjà plus légal, prétendant appliquer rétroactivement la règle de représentativité des organisations.

Bien entendu, la direction et le directeur général se gardent bien de chiffrer précisément le nombre de RTT qu'ils comptent faire sauter et les chiffres valsent, la direction lançant des ballons d'essai afin de tester la réaction des personnels : cela va de 6 heures à 7h30 puis à 10 heures.

Une quarantaine d'établissements hospitaliers ont déjà pris les devants et renégocié le protocole avec une réduction du nombre de RTT. C'est notamment le cas du Centre hospitalier Sud Francilien, qui est passé de 18 à 15 RTT en 2013, ou de celui de Villejuif, qui a supprimé 9,5 jours de RTT.

Hirsch espère faire attendre les syndicats jusqu'au 28 mai avec ses négociations bidon, en les amenant à se contenter d'une journée d'action sans

lendemain les 7 et 21 mai, mais pas de grève générale des hôpitaux.

En fait, on a perdu pas loin de 7 jours avec la mise en place des RT. En plus de vouloir nous enlever les RT, on met en place la grande équipe qu'on prétend généraliser et on a le blocage des salaires. Mais, sans les RT, impossible de récupérer et donc impossible de tenir dans un travail comprenant inévitablement un stress important. Quant aux comptes épargne temps qui étaient présentés comme la solution des RTT qui ne pouvaient pas être pris faute d'effectifs suffisants, ils ont servi, un temps, à cacher le problème, à le laisser s'accumuler, en profitant pour utiliser les personnels en heures supplémentaires pour pallier les manques. Et maintenant, on se sert de cette accumulation invraisemblable d'heures de repos non prises (2,2 millions le nombre de journées accumulées entre 2002 et 2005) pour affirmer qu'il faut... les supprimer purement et simplement, c'est-à-dire nous voler !

La suppression des RTT, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase après le manque d'effectifs, les fermetures de lits et d'hôpitaux. Ce n'est pas les 1000 stagiairisations de précaires qui vont suffire à résoudre ni le problème de la précarité ni celui du manque d'effectifs. Pour la mise en place des RT actuels, pour qu'on puisse les prendre, il faudrait déjà embaucher 6000 emplois. Sans compter que, loin d'embaucher des fonctionnaires, on en perd : environ 1000 par an depuis cinq ans. Et s'y rajoute la mise en place des douze heures. Il n'y a que des dégradations de nos conditions de vie et de travail dans les projets de la direction et du gouvernement.

Il ne suffirait pas d'une petite journée d'action de temps en temps, comme en prévoient les syndicats, pour les faire reculer. Certains salariés se sont proposés dans des hôpitaux pour faire parti de collectifs ou de comités. Il faut les faire fonctionner avec des syndiqués et des non syndiqués et les amener à se contacter inter-hôpitaux. Il faut même chercher le lien avec les autres services publics. En effet, l'attaque que nous subissons correspond exactement à l'attaque que subit la SNCF, à celle que subit La Poste, à celle contre les enseignants, contre l'université, contre la recherche, etc. L'attaque contre Radio France a été une attaque

## ***PERSONNE NE PEUT LUTTER, DECIDER ET S'ORGANISER A NOTRE PLACE.***

contre le service public et elle a montré que les syndicats cherchaient à empêcher la liaison avec les autres secteurs du public. Pourtant, c'est la liaison qui peut nous permettre de gagner.

Il y a dans tous les hôpitaux un mécontentement plus grand et plus général que jamais. Les participants à certaines AG ont été très nombreux et

c'est le moment d'enclencher un mouvement d'ensemble. Nous devons compter sur nous-mêmes pour le lancer et le diriger.

Personne ne résoudra nos problèmes à notre place.

Réunissons nous et décidons nous-mêmes de nos revendications et de nos moyens d'action.

### **Nous devons avancer avec des revendications claires :**

- Nous ne voulons ni suppression des 35 heures, ni suppression d'un nombre quelconque de RTT, ni modifications des équipes, ni douze heures de travail généralisé
- Pour pouvoir prendre nos RTT, il ne faut pas les supprimer, c'est la suppression de postes de fonctionnaires qu'il faut annuler.
- Ce n'est pas les 35 heures qui enlèvent des effectifs nécessaires, c'est l'absence d'embauches !
- C'est la précarisation du travail qu'il faut supprimer (embauche de tous les précaires qui le souhaitent).
- Pour arrêter l'hémorragie des effectifs, il faut des embauches massives dans toutes les catégories de personnels de l'hôpital public. Il faut une embauche notamment pour tout départ en retraite.
- Le déficit financier des hôpitaux ne provient pas des RTT mais des trous créés par les gouvernements successifs dans les comptes publics, notamment ceux de la Sécu, et du fait des cadeaux aux trusts pharmaceutiques et au secteur du Bâtiment, avec des travaux partout...
- Pour faire face aux trous dans les comptes publics, il ne faut pas faire des trous dans les comptes des hôpitaux mais cesser les cadeaux fiscaux aux trusts, aux banques, aux assurances et aux financiers et cesser de prendre sur le budget des hôpitaux pour engraisser les labos pharmaceutiques, les entreprises de matériel médical et les entreprises du Bâtiment.

## **PAS QUESTION**

**DE NOUS FAIRE VOLER DES CENTAINES DE MILLIONS  
PAR DES SUPPRESSIONS MASSIVES DES RTT !!!**

**DE TRAVAILLER DANS DES CONDITIONS ENCORE DEGRADEES  
SANS POSSIBILITE DE PRENDRE DES REPOS MERITES !!!**

**DE FAIRE FONCTIONNER LES HOPITAUX SANS  
LES EFFECTIFS QUI SONT NECESSAIRES !!!**

**DE PRENDRE SUR NOTRE SANTE ET VIE PERSONNELLE POUR  
RESOUDRE LES PROBLEMES FINANCIERS CREEES PAR LES  
GOUVERNEMENTS EUX-MEMES EN FINANCIANT LE SECTEUR PRIVE !!!**

**DE LAISSER QUICONQUE DECIDER A NOTRE PLACE DE NOTRE  
AVENIR ET DIRIGER NOS LUTTES A NOTRE PLACE !!!**

***PERSONNE NE PEUT LUTTER, DECIDER ET S'ORGANISER A NOTRE PLACE.***

A l'initiative, de travailleurs du rail de Gare de l'Est, d'enseignants, de jeunes et retraités, de militants syndicaux, politiques, de collectif, de révolutionnaires et internationalistes s'est constitué **LE COMITE INTERPROFESSIONNEL.**

**NOS OBJECTIFS :**

***Aider à la coordination des luttes*** en une seule et même **lutte de classe** contre les classes dirigeantes et leur État.

***Préparer la défense immédiate*** des conditions de vie et de travail de tous les travailleurs, condition *sine qua non* pour préparer la future offensive contre le capitalisme.

***Se lier avec tout autre comité*** de lutte prolétarienne qui se constituera sur les mêmes bases

***Développer la liaison des travailleurs en***

dépassant toutes les barrières qui nous sont imposées : de nationalité, de race, de genre, de catégorie, de compétence professionnelle, de type de contrat, de possession de papiers, de religion

***Redonner aux travailleurs le goût et***

l'habitude de d'organiser, c'est-à-dire de se réunir, de décider eux-mêmes des débuts et des fins de leurs actions, du contenu de nos tracts, du mode d'organisation de nos réunions, des négociations ou pas avec nos adversaires, des revendications, des moyens de lutte comme de l'appréciation de la situation

***Refuser la passivité actuelle face aux***

attaques internationales guerrières que mène l'Etat en notre nom contre les peuples de la planète sous prétexte de lutte contre des dictatures et des terrorismes (Afghanistan, Irak, Syrie, Mali, Niger, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Libye, Ukraine,...)

***Combattre tous les appareils bureaucratiques***

(syndicaux, politiques, étatiques, médiatiques) qui accepteraient de négocier des reculs sociaux d'ampleur, des fermetures d'usine, des casses de services publics, des attaques contre les salaires, les emplois, les retraites, les droits à la santé et au logement, qui voudraient encore une fois déposséder les travailleurs de la direction de leurs propres luttes en refusant la mise en place d'assemblées souveraines, élisant leurs propres comités de grève, empêchant la mise en place de comités de surveillance, de comités de soutien, de coordinations, d'assemblées interprofessionnelles, de liaisons inter-entreprises et inter-catégories.

***Unir dans notre nouvelle organisation des***

luttes les travailleurs syndiqués et non syndiqués, les militants et ceux qui ne le sont pas, les travailleurs avec ou sans CDI, avec ou sans papiers, avec ou sans emploi fixe, unir les travailleurs et les habitants des quartiers, les jeunes et les vieux, les chômeurs, les retraités

***L'Assemblée Interpro – Contact :***

**[interpro.nord.est.paris@gmail.com](mailto:interpro.nord.est.paris@gmail.com)**

**AU POUVOIR DES CAPITALISTES, DE LEURS GOUVERNEMENTS ET ETATS,  
OPPOSONS LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS ORGANISES EN COMITES !**

**LA PROPRIETE PRIVEE DES CAPITALISTES C'EST LE DROIT DE  
LICIENCIER, DE SUPPRIMER DES POSTES, DE FERMER DES  
ENTREPRISES, DE CASSER LES SERVICES PUBLICS ...**

**ABOLISSONS LA PROPRIETE PRIVEE**

**IMPOSONS COMME SEULE REGLE SOCIALE  
LE BIEN-ETRE DE TOUS**